De la Langue, de l’Histoire, de la Laïcité… du Peuple

Le 14-06-2021

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

Nous diffusons un texte d'André Bellon dont nous partageons de nombreuses analyses, sur la souveraineté, la démocratie, le rôle de l'Union européenne et de la mondialisation dans leur remise en cause.

Madame, Monsieur,
Y a-t-il encore un peuple français ? La question pourra étonner. Elle est pourtant le cœur de la crise politique actuelle.
Les responsables politiques nous serinent à longueur de temps que nous sommes en démocratie. Mais y a-t-il une démocratie sans peuple ? L'article premier de la Constitution définit la République comme le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple tandis que l'article 3 dispose que la souveraineté nationale appartient au peuple. Peut-on continuer longtemps à proclamer des principes bafoués en permanence ?
Voilà bien longtemps que la classe dirigeante multiplie les atteintes à la démocratie (coup d'État contre le vote du 29 mai 2005, instauration du quinquennat et inversion du calendrier, « conventions citoyennes » délégitimant le suffrage universel,…). Mais l'offensive actuelle est plus perverse. Elle vise à dégouter les citoyens eux-mêmes de la souveraineté populaire, à leur présenter des miroirs aux alouettes habilement manipulés par de soi-disant experts. Tous ceux qui désirent réaffirmer les principes démocratiques et républicains sont ainsi qualifiés d'archaïques ou, injure suprême, de populistes. Ces manipulations touchent d'honnêtes gens qui, pensant défendre des causes justes, voient leurs combats dévoyés par les dirigeants. Il est plus que temps de condamner ces méthodes, d'en dénoncer les auteurs et d'appeler à un vrai débat démocratique, public et contradictoire.
C'est pourquoi il faut insister sur les attributs du peuple, les réaffirmer et rappeler comment la volonté collective et l'intérêt général ne sont en aucune manière ennemis des particularités individuelles.

De la Langue

« La langue de la République est le français » (article 2 de la Constitution). Au travers de la loi Molac (partiellement censurée par le Conseil constitutionnel) et au prétexte de la langue, est soudain réapparu le vieux débat entre centralisation et décentralisation. Aussi important que soit ce débat, ce n'est pas de cela qu'il s'agit en réalité. Car le choix entre centralisation et décentralisation se situe dans le cadre d'un peuple unique et dans la recherche d'un contrat social qui donne au peuple sa cohérence. Or, la loi Molac ouvrait la porte de l'espace public aux langues régionales, fractionnant ainsi ce dernier en fonction des particularismes régionaux. C'est très exactement ce que souhaitent les instances européennes au travers de la charte européenne des langues régionales et minoritaires dans laquelle tant de thuriféraires des langues régionales croient apercevoir la solution. Il ne s'agit plus alors de sauver, ce qui est bien légitime, un patrimoine culturel et linguistique, ni de décentraliser, mais d'émietter les peuples et les États. Veut-on cela ? Veut-on transformer un peuple uni autour de sa langue en une multitude de micro peuples sans réalité politique et donc faibles et soumis ? Ne voit-on pas que ce projet aboutit à supprimer le français au bénéfice de la langue de la mondialisation, l'anglais, et à transformer les langues régionales en éléments de folklore ? La langue française, soumise à tant d'abâtardissements, à une tentative « inclusive », espèce d'horreur la rendant illisible, et au français de cuisine de trop de journalistes, n'a-elle plus rien à dire pour sa défense ?

De l'Histoire

Le débat sur l'Histoire a resurgi avec violence depuis quelque temps. L'Histoire nationale n'est plus présentée qu'au travers d'abominations que sélectionnent avec délectation des petits groupes ou des prédicateurs autoproclamés, généraux en chef de guerres depuis longtemps gagnées par

d’autres. Le concept totalement artificiel de « décolonial » et les dérives du post colonialisme par exemple, sont portés par des personnes qui s’approprient indument l’histoire coloniale, nient totalement l’histoire de l’anticolonialisme en France comme les attitudes bien contradictoires dans les pays colonisés. L’inculture historique se mélange avec la haine de la France et la lecture apologétique faite par de petits communautarismes se conjugue avec l’action de l’Union européenne qui veut détruire toute trace des peuples et des nations. Il n’est pas question d’ignorer les contradictions et les erreurs de notre histoire comme de celles de tous les peuples. Il est, en revanche, nécessaire d’analyser, de comprendre et d’enseigner comment se crée et comment vit un peuple au travers des gloires et des fautes de sa trajectoire. Comme le dit Fernand Braudel « Sans le poids de l’Histoire, le présent ne serait qu’une péripétie ». Tout semble concourir aujourd’hui à dégoûter le peuple de son histoire, donc à ne pas avoir d’histoire. Ajoutons que la spécificité de l’histoire politique de la France liée à l’émancipation humaine, au travers notamment de 1789, porte en elle la volonté d’élever positivement les esprits et les cœurs.

De la Laïcité

Pourquoi de nouveaux conflits ont-ils resurgi à propos de la loi de 1905 ? On pourrait s’en étonner tant son article 1 est sans ambiguïté qui dispose que « La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes ». En bref, ce texte affirme la liberté de pensée individuelle sans nuire à la pratique de leur foi par tous les fidèles des églises. Le développement des attaques contre ces principes, en voulant redonner un place particulière à la religion, implique bien évidemment le retour de l’intolérance, par exemple par les appels au rétablissement de fait d’un délit de blasphème. La liberté de conscience s’efface alors au profit de la liberté religieuse.
Plus profondément, l’importance prise par les groupes identitaires, d’ailleurs pas uniquement religieux, marquent la dilution de l’espace public, de l’intérêt général et, de façon plus globale, de l’État. Le néolibéralisme, dans son obsession à supprimer tout ce qui est collectif, émiette la société et valorise les particularismes.

… Du Peuple

La notion de peuple a subi une rupture épistémologique. De souverain plus ou moins accepté, mais néanmoins officiel qu’il était encore il y a un demi-siècle, le peuple est devenu un être incernable, introuvable selon l’ineffable Rosanvallon ou, pire, une incarnation du mal sous les traits du populisme ou du colonialisme. Certes, la définition peut être variable. Les Grecs anciens, par exemple, utilisaient des mots différents en fonction des utilisations du terme : ethnos pour une vision ethnique du peuple, laos pour la populace, demos pour le peuple en tant qu’être politique constitué. Est-il utile de dire que nous nous référons ici au demos, nous inspirant par exemple de l’historien Benedict Anderson qui voit le peuple comme une communauté imaginée, c’est-à-dire qui prend sa valeur politique par la participation consciente de ses membres. Encore faut-il que la question soit posée. Depuis des décennies, les gouvernements successifs ont tout fait pour détourner les citoyens de leur participation au peuple, leur enlevant ainsi cette qualité de citoyens qui crée la communauté politique pour la remplacer par des notions fumeuses telles que « Vivons ensemble nos différences ». La mondialisation et son segment particulier qu’est l’Union européenne fonctionnent à partir de cette idéologie qu’ils imposent par des moyens tant économiques que juridiques. Les concepts de peuple et de souveraineté n’ont pas de place dans un tel projet. Il n’y a plus de contrat social, tant les gouvernements successifs se sont employés à le détruire, en particulier en s’attaquant aux conquêtes de Conseil national de la Résistance. La démocratie, la République, pourtant censées créer un tel contrat, ne sont alors que des mots creux pour limiter l’expression des citoyens à des consultations sans conséquences sur des sujets annexes. S’agit-il d’ailleurs de citoyens ? Lorsque fut créée, par exemple, la « Convention citoyenne sur le climat », il s’agissait de « gens » tirés au

sort, pas de citoyens, car le citoyen n’existe que dans son rapport politique à tous les autres, en tant que membre du peuple souverain.
Les tentatives ont pourtant été nombreuses pour réaffirmer l’existence du peuple en tant que communauté politique et sociale, qu’elles se soient affirmées par les urnes (référendum du 29 mai 2005, croissance de l’abstention) ou par des mouvements populaires tel celui des Gilets Jaunes.
Mais la classe politico-médiatique n’en a cure et ne songe qu’à les étouffer ou à les nier de façon assez brutale.
De nos jours, le combat pour la reconstruction du peuple en tant que corps politique et la lutte pour la souveraineté n’ont de sens que s’ils se conjuguent dans l’opposition à cette mondialisation inhumaine.

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire